

FORMES ET ESSENCE DU SOCIALISME

par

Saverio MERLINO

1898

«Il est deux socialismes: l'un métaphysique, l'autre pratique, expérimental et, dans ces limites, positif». Littré.

AVERTISSEMENT:

Ce livre est un résumé d'un volume paru, en 1897, à Milan, chez les frères Trêves, sous le titre: *«Pro e contro il Socialismo»* et d'une brochure parue chez les mêmes éditeurs au commencement de l'année 1898, sous le titre: *«l'Utopia collettivista»*. Les deux publications ont été largement discutées en Italie et j'ai profité de la discussion, dont elles ont été l'objet, pour élucider mes propres idées et leur donner la forme définitive, sous laquelle je les présente au lecteur français.

On voudra bien, je l'espère, me pardonner les défauts du style, car il est toujours difficile d'exprimer sa pensée dans une langue étrangère.

Saverio MERLINO.

L'ESSENCE DU SOCIALISME

Première partie:

Le socialisme est un ensemble croissant et de plus en plus systématisé, d'idées, de sentiments, de vœux, tendant à assurer à tous les hommes la possibilité de travailler et de satisfaire leurs raisonnables besoins, à rendre leurs rapports plus équitables qu'ils ne le sont aujourd'hui, en supprimant les monopoles, l'usure, toutes les formes de l'exploitation de l'homme par l'homme, enfin à éteindre, autant que possible, la lutte et à accroître la solidarité sociale.

Dans le socialisme, il faut distinguer entre l'aspiration à l'égalité des conditions et au bien-être pour tous - qui en est la partie fondamentale, et, disons-le de suite, indestructible - et les doctrines économiques, politiques, philosophiques, qu'on a présentées pour le soutenir.

Si pendant dix ou vingt ans on ne publiait plus ni un livre ni un journal socialiste, et si les gouvernements supprimaient, comme ils le rêvent parfois, toute manifestation de l'idée, le socialisme ne serait pas mort. Toute dispute entre travailleurs et patrons, tout essai de coopération, tout conflit d'intérêts entre les classes, toute réforme de l'administration publique, ramènerait les pensées des hommes à cette nouvelle conception des relations sociales, qui court sous le nom de socialisme. On ne pourrait pas supprimer les phénomènes divers, qui conspirent à la démolition ou tout au moins à la transformation des institutions actuelles, les agitations agraires, les réclamations des sans-travail, les grèves, les insurrections, les crises économiques, l'émigration, l'expansion de la culture et l'élévation de la conscience dans les masses. Tout cela constitue ce qu'on a le droit d'appeler le *socialisme des choses*, qui est la source d'où jaillit le socialisme professé par ceux qu'on appelle communément et particulièrement les socialistes.

Le *socialisme des socialistes* n'est qu'un pâle reflet et comme le dérivé du *socialisme des choses*. Les idées socialistes fondamentales surgissent de la nécessité que l'on éprouve de systématiser les relations sociales, de l'aspiration commune des hommes au bien-être. Elles s'élaborent dans l'esprit des masses, et, de là, elles passent dans les systèmes des théoriciens et dans les programmes des partis socialistes.

Ce qui est remarquable, c'est la lutte de cette grande tendance humaine vers l'égalité et la justice contre les tendances différentes - idées, sentiments, droits, intérêts, traditions - qu'elle rencontre sur son chemin et qu'elle s'assimile, repousse ou modifie, ne cédant jamais le terrain conquis. Parfois elle paraît ébranlée, sur le point d'être accablée par des forces contraires; mais soudain elle s'en délivre et se relève, pour reprendre la lutte et la marche en avant. Le spectacle est vraiment dramatique. Il faut songer aux grands mouvements historiques - le Christianisme, la Réforme, l'Encyclopédie - pour lui trouver un terme de comparaison. L'idée socialiste pénètre partout, dans les mœurs aussi bien que dans la politique, dans la littérature, dans l'art, dans la religion, prenant des formes différentes, au fond desquelles luit l'idée capitale de l'égalité des hommes et de la solidarité de leurs intérêts. Nous avons, à l'heure actuelle, plusieurs espèces et variétés du socialisme, c'est-à-dire plusieurs conceptions résultant de l'association d'idées et de tendances secondaires avec la tendance souveraine qui aboutit à l'égalité et à la justice. Nous avons le socialisme catholique, l'athée, le protestant, le sémitique, l'antisémitique, le matérialiste, le darwiniste; l'idéaliste et même l'ascétique; l'économique-politique, le juridique, l'éthique, le scientifique et le littéraire; l'ouvrier, le petit-bourgeois, le patronal et le césarien; l'autoritaire et l'anarchiste, le collectiviste, le communiste, l'individualiste, etc... Cela prouve la grande vitalité, la grande force d'expansion de l'idée socialiste; mais il ne faut pas croire que le sort du socialisme soit lié à celui des différentes doctrines qui ont la prétention de l'exprimer. Ces doctrines ont leurs jours de baisse, mais le socialisme marche, se fraye de nouveaux chemins, contracte de nouvelles alliances, trouve de nouveaux auxiliaires.

Ceux qui combattent et ceux qui défendent le socialisme au nom du darwinisme, de la théorie de l'évolution, du matérialisme, etc..., se trompent également. Ces théories pourraient être vraies, sans que le socialisme fut pour cela justifié. Au contraire, que les théories se modifient ou soient rejetées l'aspiration fondamentale du socialisme reste seule et se propage.

M. Virchow a dit: le darwinisme mène droit au socialisme. Selon M. Hœckel et beaucoup d'autres, au contraire, le socialisme n'a pas d'ennemi plus redoutable que la doctrine de la lutte pour l'existence (1).

La théorie organique de la société sert généralement, depuis Menenius Agrippa, à réfuter le socialisme. Cependant un sociologue polonais, M. Krusinski, s'en sert pour le défendre car, dit-il, dans l'organisme toutes les cellules dérivent de la multiplication d'une seule (il n'y a pas là distinction de classes) et chacune consomme selon ses besoins et travaille selon ses forces.

Dans un temps où le socialisme parut faire cause commune avec la libre-pensée, M. Büchner, qui était libre-penseur et socialiste, affirma qu'il n'y avait pas de corrélation nécessaire entre les deux doctrines (2). Il est vrai que l'émancipation économique et politique des travailleurs est strictement liée à leur émancipation morale et intellectuelle, à la disparition des superstitions qui encombrant leurs esprits; mais il ne faut pas attribuer trop de cohérence à la personnalité humaine. Il y a des hommes très superstitieux dans certaines choses et très libres-penseurs en toutes les autres; des esprits cultivés qui croient au surnaturel; des natures simples et des hommes ignorants qui ont cependant une perception parfaite de leurs intérêts matériels. Un socialisme, dont l'athéisme formerait partie intégrante et serait la condition d'existence, repousserait de son sein tous ces gens-là; de même qu'un socialisme chrétien, musulman, ou bouddhiste, repousserait tous les hommes n'appartenant pas à ces confessions.

À ses débuts, le socialisme peut, comme tout organisme faible se développant sous la protection d'un organisme plus fort que lui, apparaître sous l'une ou l'autre de ces formes provisoires; mais il s'en émancipe bientôt et s'objectivise.

On a voulu récemment identifier le socialisme avec la négation du libre arbitre, de la responsabilité individuelle et de l'idée de devoir, en un mot avec le matérialisme; et beaucoup de gens, qui se disaient matérialistes, ont tourné le dos à ces doctrines justement pour combattre le socialisme (3).

- Mais, que la volonté de l'homme soit libre ou qu'elle ne le soit pas, qu'elle se détermine ou qu'elle soit déterminée, que le devoir soit un principe inné ou seulement une donnée empirique, un calcul d'utilité, etc... - ce sont là des questions auxquelles le socialisme demeure étranger: ainsi qu'il demeure étranger à la question de la population, à la question des causes de la criminalité et à tant d'autres questions controversées, avec lesquelles on lui a prêté une affinité imaginaire.

Le mode de réalisation du socialisme peut être influencé par les vérités que la science, surtout la science de l'organisation sociale, la sociologie, recherche et reconnaît. Mais pour le socialisme lui-même c'est autre chose: son sort ne dépend pas de celui des différentes théories scientifiques en vogue aujourd'hui. Au contraire, c'est lui qui influence le développement des sciences: les sciences morales et politiques se transforment, ainsi que l'avoue L. Say, «*sous les yeux du socialisme*» (4).

Le socialisme a été accusé, tantôt de sacrifier l'individu à la société (Spencer), tantôt au contraire de sacrifier la société à l'individu (Schaeffle). Ce dernier écrivain a voulu prouver que le socialisme et l'individualisme sont des fils jumeaux du libéralisme (5). Il est plus vrai de dire avec Huxley que, de même que Hobbes et Locke, en parlant tous les deux d'une légère divergence, dans l'interprétation d'un hypothétique contrat social originaire, dont personne n'a vu le parchemin, en arrivèrent à préconiser l'un l'absolutisme, l'autre la démocratie; de même les socialistes, suivant les traces de ces philosophes et de leurs continuateurs, se sont divisés en deux camps: les autoritaires et les libertaires (6).

L'erreur donc (si erreur il y a) n'est pas particulière aux socialistes; mais elle provient des écrivains politiques, qui faisaient dériver les rapports des hommes, les principes de justice, de certaines idées abstraites,

(1) A. Chiappelli, *Il socialismo e il pensiero moderno*, pp.65-67.

(2) *Société nouvelle de Bruxelles*, 1887, p.8.

(3) Léon Say, *Contre le socialisme*, Paris, 1896, pp.128-138.

(4) Loc, cit. p.71.

(5) Schaeffle, *Die Aufsichtslosigkeit der social demokratie*, Tübingen, 1885, pp.8 et ss. et p.47. Mackenzie, *Introduction to social Philosophy*, p.250. Robert Flint, *Socialism*, London, 1894, p.97. Cathrein, *Le socialisme*, etc...

(6) Huxley, *On government*, vol.1 des *Essays* publiés par Macmillan, Londres.

telles que la volonté divine, le juste milieu, l'essence générale de l'homme, la liberté, l'égalité. C'était la méthode *aprioristique*. Une fois le principe posé, on en déduisait, de conséquence en conséquence, telle ou telle autre organisation sociale, suivant le goût, le tempérament ou le caprice de l'écrivain. Les partisans du régime absolu arrivaient aisément à la justification de ce régime; les libéraux concluaient à la souveraineté du peuple: les socialistes au droit de tous à la terre, etc...

Huxley a raison de critiquer les raisonnements *aprioristiques* de M. Henry George. Il ne se dissimule cependant pas que le même reproche doit être adressée M. Herbert Spencer lui-même (7).

De même, les objections qu'on peut opposer à la doctrine marxiste de la plus-value, rejaillissent sur la théorie de la valeur de Ricardo et de ses continuateurs. Le socialisme n'est pas solidaire de la doctrine marxiste: il s'accommode des doctrines de n'importe quelle école économique, en tant qu'elles révèlent et expliquent des faits réels.

Enfin les théories de Marx et d'Engels sur l'État, la famille et la propriété ne sont pas essentielles au socialisme, non plus que la conception matérialiste de l'histoire. De l'aveu de M. Croce, le matérialisme historique, dépouillé de toute survivance de finalité et de plans providentiels, ne peut fournir aucun appui au socialisme, ni à aucune autre direction pratique de la vie (8).

Les socialistes ne sont pas toujours heureux dans l'exposition de leurs principes. Souvent ils se laissent entraîner par leur enthousiasme pour des doctrines particulières et prétendent forcer le socialisme à faire cause commune avec elles. On les entend, tous les jours, discourir en faveur de telle ou telle autre, théorie sur l'égoïsme et l'altruisme, sur l'individu et la société, sur la conception de l'histoire, sur les salaires, l'intérêt et le profit, etc..., et affirmer que, hors de là, il n'y a point de salut. Toutefois ils s'aperçoivent de plus en plus, ainsi que le remarque M. A. Chiappelli, *«qu'on ne peut pas préparer par les données d'une théorie scientifique une solution satisfaisante de la question sociale; car la question sociale n'est pas exclusivement économique, mais elle est surtout morale; aucune doctrine scientifique ne pourra jamais réaliser cette grande préparation des intelligences et des cœurs, cette profonde transformation des idées et des sentiments, qui devra engendrer le nouvel ordre social. La force motrice du mouvement socialiste contemporain n'est pas l'application d'une formule scientifique à la vie, mais un sentiment et une conscience de plus en plus clairs de la dignité humaine: c'est une faim et une soif de justice sociale»* (9).

Nous devons donc dépouiller notre conception socialiste de toute doctrine accessoire, de toute formule scolastique, et nous en tenir à l'essence de la réforme sociale que notre temps réclame.

Deuxième partie:

Nous ne devons pas seulement isoler les principes socialistes, en les épurant de toute superfétation; mais nous devons aussi distinguer et nettement séparer l'objectif réel du socialisme, son vrai contenu, de ce qu'il y a d'artificiel et de formaliste dans les systèmes proposés pour sa réalisation.

Ainsi que nous le démontrerons dans les pages suivantes, le socialisme n'est ni le communisme, ni le collectivisme, ni le mutualisme, ni l'anarchisme; mais c'est le but de toutes ces écoles; l'égalité des conditions sociales et la coopération harmonique des hommes. Sur ce but, tous les socialistes sont d'accord. Les uns croient l'atteindre en augmentant les attributions de l'État, en y comprenant l'organisation de l'industrie et des grands intérêts économiques de la société; les autres prennent le chemin opposé, et voudraient détruire l'État, le supprimer, pour permettre à la société de s'organiser sans la moindre coaction. Au fond, il est possible que les deux écoles principales de socialistes (l'autoritaire et l'anarchiste) ne combattent que pour des mots, l'une et l'autre demandant à transformer l'État politique en une administration sociale, plus ou moins décentralisée.

D'aucuns aimeraient voir transférer à la collectivité le droit de propriété et la disposition effective de toute richesse. D'autres se borneraient à attribuer à la collectivité le domaine éminent des terres et des capitaux,

(7) *Natural and political rights*, Vol.1 et les *Essays* du Vol.9.

(8) Benedetto Croce, *Sulla concezione materialistica della storia*. Discours à l'*Accademia pontaniana*, Naples, 1896, p.14.

(9) A. Chiappelli, loc. cit. p.113.

en laissant à l'individu et aux associations la possession et l'exploitation. D'autres encore donneraient aux individus la libre disposition de tout ce qu'ils auraient pu acquérir par leur travail; mais ils égaliseraient les conditions par le crédit gratuit universel. Au fond, le but est le même pour tous. La *Banque du peuple* de Proudhon visait à assurer l'instrument de travail à tous les ouvriers, de même que l'impôt unique de M. Henry George viserait à racheter et à abolir tous les monopoles.

Il n'y a pas jusqu'aux voisins du Socialisme - tels que les républicains socialistes préconisant, avec Mazzini, le passage graduel des instruments de travail aux associations de travailleurs, ou les socialistes catholiques, demandant également avec Bûchez de *«remettre aux mains de l'ouvrier l'instrument de travail»*, ou l'école coopérative, imaginant de substituer au système capitaliste la fédération générale des coopératives de production et de consommation - qui n'accusent la même tendance, la même aspiration, et qui ne visent le même objectif.

L'essence du socialisme, c'est l'équité des rapports, l'abolition des monopoles, la suppression du salariat, la coopération entre égaux, etc...; ce n'est pas telle ou telle autre organisation de la production et des échanges, par associations, par communes ou par États.

Nous pouvons imaginer une société où la terre est soumise au régime de la propriété privée, où chaque cultivateur a son lot dont il tire sa subsistance; s'il existe dans une telle société, une égalité relative de conditions et un échange de services, les principes essentiels du socialisme seront réalisés. Il est probable cependant qu'un tel système n'est pas susceptible d'une large application.

Au contraire, on pourrait avoir une société organisée strictement d'après le principe collectiviste, sans la moindre trace de propriété individuelle, et où pourtant se feraient jour des supériorités et infériorités entre administrateurs et administrés et des inégalités d'une autre espèce. En ce cas, le socialisme ne serait qu'apparent. Le socialisme serait également banni d'une société, où l'on aurait proclamé que *«tout est à tous»*, mais où, cependant, quelques-uns, par fainéantise ou par gourmandise, vivraient aux dépens des autres.

Les formes, et modalités du socialisme peuvent être appliquées de façon à en détruire l'essence. Les hommes ne sont que trop enclins à prendre le moyen pour le but et le but pour le moyen; ils se contentent facilement de l'apparence et renoncent à la substance de leurs revendications. L'histoire des religions nous l'enseigne.

D'autre part, les adversaires du socialisme qui ont critiqué tel ou tel autre système, le collectivisme par exemple, ou le communisme, s'imaginent qu'ils ont réfuté le socialisme. Mais par cela seul qu'ils ont démontré que les systèmes sont tous défectueux, que le socialisme n'est pas destiné à se réaliser dans les formes et avec les modalités qu'on a jusqu'à présent imaginées, qu'une organisation sociale parfaite n'est pas à espérer et ne saurait en aucun cas être inventée par personne, ils n'ont pas prouvé que les sentiments et les besoins, auxquels répond le mouvement socialiste, puissent être ignorés ou supprimés. Ils ne prouvent pas que la question sociale n'existe pas: tant que la question sociale est là, elle demande à être résolue; et la seule vraie réfutation du socialisme consisterait à proposer une solution de la question sociale autre que celle qui a été présentée sous le nom de socialisme. Mais cette nouvelle solution serait encore du socialisme. Et au lieu de l'avoir réfuté, on se trouverait l'avoir justifié avec éclat, une fois de plus.

Nous arrivons donc à cette conclusion: le socialisme, considéré dans son essence, est nécessaire. Il doit se réaliser. Comment?

C'est la seule recherche à faire. Dans cette recherche, nous devons procéder avec la plus grande précaution, sans parti pris, sans prétendre trouver une solution inattaquable et parfaite: car les voies de l'histoire sont obscures et l'étude scientifique de la vie sociale de l'humanité est à peine commencée. Nous devons nous borner à quelques prévisions et avoir l'esprit ouvert aux changements qu'une plus mûre réflexion et inexpérience pourront suggérer.

LES BASES SOCIOLOGIQUES DU SOCIALISME

L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

Première partie:

Tout le monde sait que les individualistes du siècle passé, ainsi que leurs continuateurs contemporains, ont donné pour fondement à la société le consentement de ses membres. Nous n'entendons point parler du fondement historique, ou de l'origine de la société; mais du fondement logique, du contenu essentiel des sociétés civilisées contemporaines, au gouvernement desquelles tous leurs membres sont censés concourir, sinon également, du moins en raison des intérêts et des capacités respectives.

Il y a cependant des auteurs, qui soutiennent la thèse diamétralement opposée.

«La base du pouvoir, dit M. Tolstoï, est la violence physique; et la possibilité de faire subir aux hommes une violence physique est due surtout à des individus mal organisés qui agissent d'accord, en même temps qu'ils se soumettent à une seule volonté. Ces coalitions d'hommes armés, obéissant à une volonté unique, forment l'armée, base et pivot de l'organisation gouvernementale, vrai fondement des royaumes.

Le pouvoir réside toujours chez ceux qui commandent à l'armée; et toujours les chefs du gouvernement, depuis les Césars romains jusqu'aux empereurs russes et allemands (10), prennent soin de l'armée plus que de toute autre chose et ne flattent que l'armée, sachant bien que, si elle est avec eux, le pouvoir leur est assuré» (11).

Le pouvoir, dont il est question ici, est particulièrement le pouvoir politique; mais le gouvernement a étendu sa puissance sur toutes les relations sociales, et il en résulte que, si la violence est dans le gouvernement, elle est aussi dans toute la société. Seulement elle prend des formes moins brutales en s'étendant du gouvernement politique à l'organisation économique et aux autres branches de la vie sociale. Elle n'est pas toujours la force des fusils et des baïonnettes: elle peut être une menace légale, ou une coercition économique ou bien encore s'affirmer par la corruption, la tromperie, l'intrigue; mais ces formes mitigées de violence présupposent la violence à main armée du gouvernement central. C'est le même auteur qui en fait la remarque: *«Les hommes, qui jouissent des privilèges des classes dirigeantes se persuadent et persuadent facilement aux autres, - puisqu'il y a des cas de violence sans supplices et sans assassinats - que les avantages dont ils bénéficient ne sont pas la conséquence des assassinats et des supplices, mais de quelques mystérieuses lois générales. Cependant, si les hommes qui voient l'injustice des privilèges [et ce sont presque tous les ouvriers aujourd'hui] donnent toutefois la plus grande partie du produit de leur travail aux capitalistes et aux propriétaires fonciers et paient les impôts, tout en sachant à quel mauvais usage on les destine, il est évident que ce n'est pas pour obéir à certaines lois abstraites, dont ils n'ont pas la moindre idée, mais parce qu'ils savent qu'ils seront frappés et tués, s'ils refusent de le faire».*

Donc, d'après cette doctrine, la société résulterait, non pas du consentement formel ou tacite de ses membres, non plus que de la limitation mutuelle de la liberté des individus, ni de certains principes immanents de justice, ni de la communauté d'intérêts entre les hommes, mais purement et simplement de la violence. M. Tolstoï décrit, avec la puissance de style qu'on lui connaît, le «cercle de violence», où sont enfermés les sujets d'un État moderne.

(10) Il aurait pu mentionner aussi les aspirants au pouvoir, les Napoléon et les Boulanger.

(11) Tolstoï, *Le salut est en vous*.

«Ce cercle serait composé de quatre moyens d'action, liés entr'eux comme les anneaux d'une chaîne. Le premier, le plus ancien moyen d'action du gouvernement, dit-il, est l'intimidation. Ce moyen consiste à représenter le régime actuel, quel qu'il soit - depuis la république la plus libérale jusqu'à la plus despotique des monarchies - comme sacré et immuable. Ce moyen a été employé dans le passé et il est employé aujourd'hui par tous les gouvernements: en Russie contre ceux qu'on appelle nihilistes, en Amérique contre les anarchistes, en France contre les impérialistes, les monarchistes, les communards et les anarchistes. Les chemins de fer, les télégraphes, les téléphones, les photographies et les procédés perfectionnés pour faire disparaître les hommes sans avoir recours à l'assassinat, en les enfermant à perpétuité dans des cellules isolées, ou, loin du regard de tout le monde, ils meurent oubliés, et bien d'autres inventions modernes, dont font usage les gouvernements, leur donnent une telle force que, une fois le pouvoir tombé aux mains de quelques-uns, avec la police publique et secrète, avec l'administration et toute une armée de procureurs, d'argousins et de bourreaux zélés, il n'est pas possible de se défaire même du plus insensé des gouvernements».

«Le second moyen est la corruption. Il consiste à prendre au peuple ses richesses au moyen des impôts et à les distribuer aux fonctionnaires, qui s'obligent à maintenir et à accroître l'oppression. Les fonctionnaires achetés, depuis les ministres jusqu'aux copistes, forment un réseau d'hommes liés par un même intérêt - celui de vivre aux dépens du peuple. Ils s'enrichissent d'autant plus qu'ils sont plus soumis aux ordres du gouvernement, toujours et partout, ne reculant devant aucun moyen, en toute chose défendant par la parole et l'action la violence du gouvernement, sur laquelle est fondé leur bien-être».

«Le troisième moyen d'action serait une sorte d'hypnotisation du peuple. Ce moyen consiste à arrêter le développement normal des hommes et, par des suggestions diverses, fomenter en eux les différentes croyances favorables au maintien du gouvernement. L'hypnotisation est pratiquée aujourd'hui de mille manières et incessamment depuis l'enfance jusqu'à la mort de l'individu. Elle commence aux écoles obligatoires, où l'on apprend aux enfants que les premiers devoirs du citoyen sont le service militaire, le paiement des impôts, l'obéissance aux lois quoique injustes. Elle continue pour les adultes par l'encouragement donné aux superstitions religieuses et patriotiques, par des fêtes, des spectacles, des monuments, des solennités civiles et religieuses, des temples, des processions, des revues militaires, des décorations. La presse est aussi un instrument très puissant d'hypnotisation. Il n'y a pas de folie qu'on ne puisse faire commettre à un peuple, ni de baliverne qu'on ne puisse lui faire croire au moyen des journaux.

Enfin, parmi les hommes qu'on a asservis et abrutis par les moyens précédents, on en choisit un certain nombre, dont on fait les instruments passifs de toutes les violences nécessaires au gouvernement. On y réussit facilement et complètement surtout en choisissant des adolescents, qui n'ont pu encore se faire une idée exacte de la moralité, et les isolant de toutes les conditions naturelles de la vie: le toit paternel, la famille, le pays natal, le travail utile, etc... On les enferme dans une caserne, on les habille d'une façon particulière, on les oblige à faire tous les jours des exercices corporels, et, par des cris, par le bruit des tambours, par la musique, par des objets resplendissants, on les réduit à un tel état hypnotique, qu'ils cessent d'être des hommes et deviennent des machines dociles à la volonté de l'hypnotiseur. Ces hommes, jeunes et forts, sont ceux qui, une fois hypnotisés, armés, et prêts à l'assassinat sur un ordre du gouvernement, forment le quatrième et plus efficace moyen d'oppression».

«Par ce moyen, se ferme le cercle de violence. L'intimidation, la corruption, l'hypnotisation font les soldats, les soldats donnent le pouvoir, le pouvoir l'argent, par lequel on achète les fonctionnaires et on recrute les soldats».

Sur ce tableau, nous avons deux remarques à faire. D'abord, M. Tolstoï néglige un des plus anciens moyens de gouvernement: diviser pour régner. Le gouvernement, organisation centralisée, assujettit les individus, en les tournant les uns contre les autres et en les empêchant de s'entendre entre eux. Né de l'antagonisme des classes, et subsistant grâce à cet antagonisme, il fait de son mieux pour l'entretenir et l'accroître. Cela est vrai, non seulement pour le gouvernement proprement dit, c'est-à-dire pour l'organisation politico-militaire dirigeante (quelle qu'en soit d'ailleurs la forme), mais aussi pour la domination économique, qu'exerce en toute société, - dans laquelle il y a inégalité de conditions, - la minorité privilégiée et riche sur la multitude des travailleurs.

Le gouvernement, - et c'est là une autre addition à faire à l'exposé de M. Tolstoï, - le gouvernement commence à la fabrique et va jusqu'au palais royal, commence au servage domestique et s'élève jusqu'aux hautes sphères de l'État, commence au caporal, au soldat et s'élève jusqu'au général et au ministre. Ce qui distingue l'organisation sociale d'aujourd'hui de la féodalité, du régime des castes et de la société à esclaves de l'Antiquité, c'est que la domination et le servage ne sont pas séparés par des barrières fixes et insurmon-

tables, ne constituent pas des catégories légales et héréditaires. Les esclaves des uns sont les maîtres des autres; le maître d'aujourd'hui peut devenir un esclave demain. Tous les hommes sont enveloppés dans le réseau de l'organisation gouvernementale et capitaliste, dont un petit nombre d'individus tiennent les rênes dans leurs mains. De l'ouvrier au contre-maître, de celui-ci au capitaliste, au banquier, au syndicat, - du soldat au caporal et de celui-ci par différents degrés au général, - de l'huissier au président de la République, - ce n'est qu'une échelle. Les inférieurs agissent sous la pression d'en haut, et font à leur tour pression sur ceux qui sont placés plus bas dans la hiérarchie. Tous les hommes sont pris dans cet engrenage; tous, excepté les chefs suprêmes, subissent quelque autorité; tous, excepté les infirmes, en exercent une. Tous ont l'orgueil de la domination: et la résignation du servage.

En dehors de l'organisation, l'individu se trouve isolé, dépourvu des moyens de travailler et de vivre. Il est impuissant à lutter contre l'organisation dont la force peut être dirigée à tout moment sur un point quelconque, contre l'individu récalcitrant. Il est forcé de se soumettre. Dans l'organisation, les individus sont attelés au même char, gouvernés dans leurs mouvements par des lois et des règlements, privés de toute volonté ou initiative personnelle. Un soldat qui ne consent point à exécuter les ordres du chef sera puni de mort, ou envoyé en prison pour de longues années. Un employé, qui ne se soumet pas à la volonté de son supérieur, sera tout au moins renvoyé. Un citoyen, qui se refuse au service militaire ou au paiement des impôts, sera poursuivi, mis en prison ou exproprié de ses biens. Un ouvrier, qui discute les conditions que lui fait son maître, sera jeté sur le pavé. Le consommateur, qui ne voudrait payer que des prix justes et demanderait des marchandises non sophistiquées, risquerait de mourir de faim.

Tous les hommes sont ou des soldats ou des fonctionnaires, ou des ouvriers, ou des consommateurs, ou bien ils appartiennent à plusieurs de ces catégories à la fois: tous donc sont soumis à la coercition du système. Tous résistent quelque peu, car leur liberté et leurs intérêts en souffrent. Mais la moindre tentative de résistance, le moindre signe d'indépendance de la part de l'individu est réprimé, puni sur le champ par l'organisation. L'individu est incarcéré, dépouillé de tout, condamné à la misère, étouffé, écrasé.

L'organisation défend soigneusement aux individus de s'associer en dehors d'elle, de se donner des lois à soi-même, de vivre autrement que dans les formes convenues. On connaît l'acharnement que mettent presque tous les gouvernements à poursuivre les associations et à entraver les initiatives individuelles. L'individu est forcé, par toutes sortes de moyens, directs et indirects, à entrer dans l'organisation, à se faire soldat, ouvrier, contre-maître de fabrique, etc... On l'élève à agir contre sa propre volonté, contre sa conscience et contre ses intérêts. On lui demande parfois de renier sa famille, ses amitiés, sa raison même, de devenir l'instrument passif de la volonté et des intérêts des maîtres. A ce prix, on le rémunère, on lui décerne des prix, on lui fait parcourir la «*carrière*». Les individus enrôlés dans l'organisation ne sont pas des associés, mais plutôt des compagnons de chaîne, des forçats liés ensemble. Ils se surveillent et se tiennent mutuellement en échec.

Les soldats font peur aux ouvriers et se font peur entr'eux. La police est soumise à l'arbitraire du gouvernement, d'autant plus despotique à l'égard de ses fonctionnaires qu'il leur concède plus de pouvoir arbitraire vis-à-vis de la population. Les tribunaux sont tellement esclaves des formules des codes et si bien suggestionnés et influencés par le gouvernement, qu'ils ne peuvent agir que d'après la volonté de celui-ci: au surplus, on sait à quoi s'en tenir sur l'indépendance de la magistrature. Les différents corps de l'État, gouvernés par des règles particulières, stimulés par le double aiguillon de la punition et de la récompense, dominés par l'esprit de corps, agissent en machines de gouvernement.

Le professeur Freund dit: «*Dans les États européens, où le système monarchique prévaut, où du moins les traditions monarchiques sont encore vives, l'administration est constituée de telle manière que ses organes paraissent former une portion séparée de l'État et de la nation. Le chef du pouvoir exécutif représente le gouvernement; il est à la tête d'une armée de fonctionnaires qui tiennent leurs places directement ou indirectement de lui, et dont l'organisation hiérarchique aboutit à sa personne, qui ont reçu une discipline particulière, qui servent le gouvernement pendant toute leur vie, et dont les intérêts sont par suite en grande partie identifiés avec ceux du gouvernement, et en quelque sorte dissociés de ceux du pays regardé comme sujet...*

Une telle organisation d'un corps séparé et permanent de fonctionnaires unis par des traditions professionnelles, par un esprit de corps et par les liens de la hiérarchie, est censée contraire à l'idée américaine du gouvernement populaire. La théorie américaine est que non seulement le peuple est la source du pouvoir gouvernemental, mais qu'il exerce lui-même. Il l'exerce par des fonctionnaires pris dans ses rangs, qui sont investis des fonctions publiques pour un temps court et déterminé, qui, ensuite rentrent dans les rangs du peuple, dont ils sont sortis temporairement, ne cessant jamais d'être en contact avec lui. Les pouvoirs de

ces fonctionnaires diffèrent en degré et en étendue territoriale; mais un plus haut degré de pouvoir officiel n'implique pas nécessairement le droit de direction ou de contrôle sur le fonctionnaire inférieur dans la même sphère» (12).

Cependant, même aux États-Unis la centralisation gouvernementale s'accroît tous les jours; et s'il est vrai que beaucoup de fonctionnaires sont électifs et ne sont pas soumis à l'autorité centrale, il ne faut pas croire qu'ils relèvent effectivement du peuple et obéissent à sa volonté. Entre le gouvernement et la nation surgit le *caucus*, coalition de politiciens, qui nomme à toutes les places et domine toutes les administrations, depuis la plus petite école rurale jusqu'au capitol de Washington.

Aujourd'hui, le gouvernement, aux États-Unis aussi bien qu'en Europe, n'est pas seulement un instrument de domination, mais il est aussi un grand pourvoyeur de richesse pour la classe dominante. L'histoire financière de tous les États modernes est pleine d'illustrations éclatantes de cette vérité: nous n'avons pas même besoin de les rappeler. Là où est le pouvoir, se trouve aussi la richesse; et là où est la richesse, se trouve aussi le pouvoir. L'organisation hiérarchique du gouvernement créerait l'inégalité des conditions économiques, si elle n'existait pas dans la société et réciproquement, l'inégalité des conditions économiques, la hiérarchie industrielle, créerait le gouvernement. L'accaparement des instruments de travail et la direction suprême des affaires de toute espèce par un petit nombre d'individus sont les conditions nécessaires de cette organisation; - le résultat de son action est d'accroître la richesse et le pouvoir de la classe privilégiée aux dépens de la grande majorité. Nous tournons bien dans un cercle vicieux; mais le cercle est plus large que celui que M. Tolstoï a décrit: ce ne sont plus l'intimidation, la corruption, la mystification, la violence; mais l'appauvrissement, l'offre d'un salaire, la spoliation et finalement l'appauvrissement qui répareit.

A l'origine l'appauvrissement par la conquête militaire, par les lois d'expropriation, par les monopoles, etc... Par ces moyens, le laboureur fut séparé de la terre, l'ouvrier de la machine et de la fabrique, le consommateur du producteur; et neuf hommes sur dix furent jetés dans un état de misère permanente. Ensuite on en vint à acheter ces hommes dénués, pour les soumettre à toutes sortes de besognes, y compris celle de réprimer les révoltes qui éclataient parmi eux, pour les tenir en esclavage perpétuel.

L'assujettissement des hommes par l'offre d'un salaire est le second moyen de domination. L'individu se soumet d'abord par nécessité, malgré lui; mais l'habitude de servir devient, avec le temps, une seconde nature; et la corruption est d'autant plus sûre que la place est plus élevée, que le salaire est plus fort et que l'individu est appelé à participer dans une plus large mesure au commandement et aux avantages du pouvoir.

La gradation de la domination, la hiérarchie, est le troisième moyen. On choisit dans la multitude quelques élus, et on les charge de maintenir les autres dans la soumission. On en fait des contremaîtres, des fonctionnaires, des députés. Ils assurent la discipline parmi les sujets, transmettent les ordres des chefs, et au besoin parent de leurs corps les coups de la masse insurgée contre les maîtres. Le nombre de ces intermédiaires est assez considérable, et leurs relations de dépendance ascendante conduisent insensiblement du bas de la hiérarchie aux chefs, sans solution de continuité, de sorte qu'on a l'apparence d'un système automatique, se régissant par un jeu d'équilibres en vertu d'on ne sait quelles mystérieuses lois économiques et sociologiques.

Le quatrième et dernier moyen d'action de l'organisation consiste à reprendre, par la même hiérarchie et par ses ramifications, moyennant des extorsions pratiquées sur la multitude des sujets, toute la partie du salaire qui excède le minimum nécessaire à la subsistance, remplaçant de nouveau et toujours les sujets dans la nécessité d'offrir leurs services et de se soumettre à la domination. Ces extorsions, le gouvernement les opère régulièrement par les impôts, et extraordinairement, par des emprunts, par le cours forcé, et par d'autres opérations financières; les capitalistes en pratiquent d'ordinaires au moyen des échanges, des oscillations des prix des marchandises et de l'argent, et, d'extraordinaires par les Panamas et autres affaires de la même espèce.

Ici le cercle se ferme. Les individus, revenant à l'état de pauvreté, d'où ils sont partis, sont de nouveau obligés de vendre leurs bras: le gouvernement et les capitalistes les engagent au service de l'organisation et enfin retirent de leur travail un profit supérieur au salaire qu'ils leur paient. Le cercle de l'appauvrissement renferme le cercle de la violence: l'explication que nous proposons de l'organisation sociale actuelle ne diffère substantiellement pas de celle que propose M. Tolstoï, mais elle est plus complète.

Deuxième partie:

Si le lecteur prenait l'explication que nous venons de donner de la constitution politico-économique de la société contemporaine pour une de ces constructions théoriques usuelles plus ingénieuses que vraies, il n'aurait qu'à observer les faits pour se détromper.

Puisque les propriétaires et les capitalistes ont mis la main sur tous les moyens de production, d'échange et d'existence (quelqu'ait pu être d'ailleurs le procédé historique de l'accaparement), les ouvriers sont obligés à leur demander, l'un après l'autre et au jour le jour, la permission de travailler pour vivre. Ils ne peuvent obtenir autrement les objets dont ils ont besoin, car ils ne peuvent rien produire par eux-mêmes, et après avoir travaillé pour un maître, ils ne demeurent pas en possession des produits de leur travail et ne peuvent pas les échanger entre eux. Hier encore, ils ne pouvaient même pas s'associer pour se secourir mutuellement, ni pour tenter la résistance au patron. Aujourd'hui, ils ont conquis à peu près ces droits; mais ils ne peuvent aller plus loin dans la voie de l'association ni mettre en commun leurs forces de travail, faute d'instruments de production et de matières premières; dans le cas assez rare où des ouvriers réussissent à former un petit capital, leurs coopératives de production sont soumises à la pression de la concurrence commerciale et dégénèrent bientôt en entreprises capitalistes où sont condamnées à disparaître. L'ouvrier se trouve donc toujours impuissant vis-à-vis du capitaliste, de même que le citoyen est impuissant vis-à-vis du gouvernement. Souvent il a été sans pain pendant plusieurs jours, et il a vu ses enfants souffrir la faim. Lorsque enfin, après avoir frappé de porte en porte, il trouve un maître qui le prend à ses gages, il est disposé à accepter n'importe quelle condition, à faire tout ce qu'on exige de lui, et à se contenter de la plus maigre pitance. Il éprouve même de la gratitude pour son maître et s'habitue facilement à lui obéir.

Parmi ses serviteurs les plus énergiques et les plus zélés, le maître choisit les contre-maîtres, surveillants, *sweaters*, et leur accorde un petit surcroît de salaire et beaucoup d'autorité. Les préférés contractent facilement ce sentiment d'orgueil, qui est propre aux serviteurs commandant à d'autres serviteurs; ils se mettent toujours du côté du maître, par vanité, par peur de perdre une place enviée, par espoir d'un avancement. De la sorte, le problème de l'hégémonie du maître sur des centaines ou des milliers d'ouvriers est résolu. Le maître, aidé par ses gardes-du-corps, est législateur, juge et gendarme dans la fabrique; sa souveraineté est plus effective que celle d'un chef d'État, car elle est plus immédiate et plus directe. Le maître de fabrique sait réprimer chez ses ouvriers jusqu'aux opinions politiques contraires à ses intérêts: il fait la police mieux que le gouvernement. Si, au surplus, il sait flatter les petites vanités, rémunérer les services particuliers, s'il institue une caisse de secours pour les malades et les blessés, s'il fait bâtir des maisonnettes avec un tout petit jardin de quelques mètres carrés pour ses ouvriers, il devient leur maître absolu, maître du corps et maître de l'âme, et il peut même aspirer, dans un pays constitutionnel, à devenir député.

Les maîtres sont liés entre eux par une communauté d'intérêts et une communauté d'idées relatives aux droits et aux devoirs de classe, par des amitiés et des parentés, par des accords avoués et secrets, par des syndicats, des usages, etc... Au surplus, la loi de la concurrence force les individus à conformer leur conduite à l'intérêt de l'agglomération à laquelle ils appartiennent. Les dissidents sont vaincus dans la lutte et expulsés de la classe; il n'est pas permis d'être meilleur que les autres.

Mais bien que solidaires en face des travailleurs, les maîtres sont étagés eux-mêmes en catégories supérieures et inférieures. Les petits propriétaires, les petits capitalistes, les petits commerçants sont soumis à la haute féodalité industrielle et financière, et le joug qu'ils portent n'est pas moins lourd que celui qui pèse sur les ouvriers.

Passons maintenant à l'organisation politique. De même que les capitalistes et les propriétaires ont accaparé les richesses naturelles et accaparent incessamment tout ce qui sort des mains des ouvriers, de même le gouvernement a évoqué et évoque à lui les grandes affaires de la nation, depuis la défense extérieure et l'administration de la justice (ou de ce qui tient lieu aujourd'hui de justice) jusqu'à la poste et aux télégraphes. Tous les intérêts et toute l'activité des citoyens sont, à peu près, à la discrétion du gouvernement; tous les individus dépendent aussi du gouvernement et sont soumis à ses lois et à ses ordres. On ne peut pas mettre en mouvement un métier, ouvrir une boutique, apprendre à des enfants à lire, sans la permission de l'autorité publique. Tout ce que l'individu possède ou produit est assujéti au contrôle du gouvernement. Si grande que soit la misère d'un peuple, le gouvernement trouve toujours de quoi remplir ses coffres; jamais il ne manque d'argent ni pour l'armée, ni pour la police, ni pour faire bâtir des prisons, ni pour concéder des adjudications, des subsides, des appointements et des pensions, ni pour encourager à sa manière les arts et les industries et acheter les consciences des journalistes et les votes des électeurs et des députés.

Tous les citoyens tendent la main au gouvernement; tous ont besoin de ses services; et ceux-là même qui peuvent se passer de ses faveurs ont à craindre ses rancunes, et doivent chercher protection contre ses fonctionnaires. Telle commune demande un tronçon de chemin de fer; telle autre une école, une caserne ou une garnison. Les propriétaires fonciers soupirent après un droit protecteur: les manufacturiers demandent la liberté du commerce pour les matières premières, mais ils exigent que le gouvernement protège l'industrie nationale par des droits d'importation sur les objets manufacturés. Les compagnies de navigation réclament des primes. Et puis, celui-ci demande une adjudication, celui-là un permis de chasse ou de port d'armes; Pierre veut un emploi, Paul un bureau de loterie ou un débit de tabacs, l'un sollicite une grâce et l'autre la réparation d'une injustice; car, sous un tel régime, la justice elle-même apparaît comme un cadeau du gouvernement. Lors d'une élection générale, tous ces intérêts s'agitent bruyamment; les humbles demandent et obtiennent peu; les gros bonnets exigent beaucoup; les électeurs, qui n'ont rien à attendre du gouvernement, pas même une croix de chevalier, vendent leur vote pour de l'argent; les pauvres le vendent pour quelques francs, lorsqu'ils ne sont pas forcés de le donner gratis au maître. Et voilà pourquoi la politique sert à enrichir de plus en plus les classes dirigeantes; car, remarquait Rousseau, si un géant et un pygmée marchent sur le même chemin, chaque pas qu'ils feront donnera un nouvel avantage au géant.

Comme le capitaliste discipline ses ouvriers et leur donne des chefs pour les tenir dans l'obéissance, de même le gouvernement dresse ses fonctionnaires. On fait accomplir aux soldats tous les jours les mêmes exercices jusqu'à ce qu'ils s'accoutument à obéir au commandement du chef, comme le chien à la voix du maître. Lorsque le soldat est bien automatisé, on lui donne des galons et un petit surcroît de paie; il est certain que par ces moyens on le rend très fier de son métier et très zélé dans l'exécution des ordres de ses supérieurs. Les récompenses extraordinaires, médailles et flatteries, jointes à l'esprit de corps, à l'école de la caserne et au code pénal militaire, suffisent pour expliquer la brutalité des troupes à l'égard des populations aux jours d'émeute. Quant aux chefs, ils n'ont point besoin qu'on les *monte*: leur orgueil, leur vanité, leur intérêt professionnel et l'intérêt de classe qui les anime les rendent naturellement furieux, lorsqu'il s'agit de réprimer une émeute populaire.

Dans la magistrature, dans la bureaucratie en général, même pression des supérieurs sur les inférieurs, mêmes stimulants au servilisme, appointements, avancements, décorations, etc...

L'organisation crée chez les sujets, convertis en fonctionnaires, un intérêt contraire à leur intérêt d'hommes et de citoyens, et peu à peu des sentiments correspondant à cette situation. Le domestique se dévoue au maître et se glorifie de la livrée; l'artiste flatte le riche, le puissant; le journaliste vend sa plume et fait l'apologie du pouvoir qui le paie; le philosophe ment à ses convictions; l'homme d'État corrompt et se laisse corrompre; le magistrat condamne les ennemis du gouvernement; le policier les emprisonne; le militaire les tue; et tous prétendent n'être pas responsables de tout ce qu'ils font, car ils sont commandés. Tous souffrent, sinon physiquement, du moins moralement, et sentent qu'ils pourraient vivre infiniment mieux, s'ils n'étaient obligés de se faire du mal réciproquement, s'ils pouvaient se donner la main. Mais ils ne peuvent pas s'unir à cause de la force dissolvante, qui agit au milieu d'eux et domine les uns à l'aide des autres.

Ils perdent le sentiment de leur personnalité et deviennent des personnages conventionnels, revêtus d'uniformes, obéissant à l'intérêt particulier et secret de l'organisation, de la classe ou de la clique gouvernante. Ils ne poursuivent pas leur bien-être directement, mais par des voies indirectes, se ruant les uns sur les autres: chacun tâche de se consoler de la servitude qu'il subit en commandant à d'autres, de se dédommager des tributs qu'il paie en pratiquant des extorsions sur son voisin.

Le vice d'organisation des sociétés civiles contemporaines est la hiérarchie: le petit nombre coalisé au milieu de la multitude divisée; quelques riches régnant sur une multitude de pauvres; une armée s'imposant à une population désarmée. On prétend que le pouvoir et la richesse de la minorité servent à assurer le bien-être de la majorité, à maintenir l'ordre et la justice dans la société; - ou du moins on croit avoir inventé des systèmes de freins et de contrepoids, par lesquels on réussirait tourner, le pouvoir et la richesse de la minorité à l'avantage de la majorité, et à enchaîner le gouvernement à la volonté du peuple. On se fait illusion. Dans toute organisation hiérarchique les intérêts généraux sont nécessairement subordonnés à ceux de la classe dominante. La satisfaction des besoins de la multitude des travailleurs est, et sera subordonnée, - tant que durera l'organisation actuelle, - au profit du capitaliste. La quantité et la qualité des marchandises à produire et à consommer, l'étendue et l'emplacement des voies de communication, la santé publique, l'enseignement, tous intérêts sociaux de premier ordre, sont asservis aux vues des capitalistes, dont les caprices ou les convoitises peuvent enrayer considérablement, voire même arrêter le mouvement industriel et commercial. Leur but n'est pas d'accroître le bien-être public, de développer les ressources du pays, les énergies de ses habitants, mais d'accroître leurs revenus à eux, au risque même de provoquer des crises ou de créer la disette.

De même dans le gouvernement, l'intérêt public est subordonné à l'intérêt politique. Les affaires, que le gouvernement se charge d'administrer deviennent une source de gains pour les gouvernants et leurs serviteurs. L'existence même de la nation est subordonnée à l'intérêt du gouvernement, qui préférerait mettre tout à feu et à sang plutôt que de s'effacer. Le but des gouvernants, lorsqu'ils ont souci de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de l'instruction, de la justice, etc..., n'est pas d'assurer le bonheur du peuple, mais de disposer d'un certain nombre de places lucratives, d'entretenir leur clientèle, pour rester au pouvoir. L'organisation politique et l'organisation économique sont gouvernées par les mêmes lois et présentent les mêmes caractères. Les élus du suffrage, plus ou moins universel, en imposent à leurs électeurs, de même que les directeurs des sociétés anonymes en imposent à leurs actionnaires. Les assemblées générales de ces sociétés représentent aussi peu le «peuple» des actionnaires que les députés représentent le «pays». Les partis politiques résultent des ambitions, de la concurrence pour le pouvoir, - ainsi que les spéculations à la hausse ou à la baisse et les autres jeux de Bourse résultent du mécanisme des échanges. La bureaucratie existe chez les grandes compagnies et chez le gouvernement. La multitude désorganisée des consommateurs d'eau, de gaz, etc..., est aussi impuissante à l'égard de ces Compagnies que le peuple l'est à l'égard du Gouvernement. En somme, ainsi que le remarquait déjà en 1855 M. Spencer (13) au sujet des chemins de fer, *«les vices caractéristiques de notre système politique se reproduisent dans chacune de ces entreprises commerciales»*.

Les ressemblances ne s'arrêtent pas là: le pouvoir gouvernemental, de même que la rente foncière, augmente en même temps qu'augmente la population. Quoique celle-ci se soit rapidement accrue aux États-unis, le nombre des individus qui décident du résultat des élections devient de plus en plus restreint, de même que dans les compagnies de chemins de fer, les tarifs et le trafic sont à la merci d'un nombre toujours plus restreint de directeurs. L'arbitraire et la corruption, soit du gouvernement municipal, soit du gouvernement central, augmentent au fur et à mesure que s'accroît la population, qu'il y a plus de places à octroyer, plus d'argent à distribuer, que le nombre des électeurs et celui des élus grandissent; - de même les monopoles et les revenus des capitalistes augmentent au fur et à mesure que se complète la concentration de la richesse, des capitaux et des affaires.

Il est évident, dès lors, qu'il ne faut chercher le remède aux maux de l'organisation actuelle, ni dans l'accroissement des fonctions du gouvernement aux dépens de l'organisation économique, ni dans l'accroissement des fonctions du capitalisme aux dépens du gouvernement. Autrement dit, il ne faut pas soumettre les relations économiques aux formes d'administration gouvernementale, ni abandonner les services publics (la sûreté publique, la justice, etc...) à l'entreprise capitaliste. Le socialisme d'État et l'individualisme anarchiste sont les points extrêmes entre lesquels est placé le socialisme, entendu ici dans un sens très général comme une doctrine ayant pour but la réforme de l'organisation sociale.

Le vrai socialisme est également loin de l'un et de l'autre, et il consiste justement dans la conciliation de la liberté individuelle avec l'intérêt collectif, dans la substitution de l'association entre égaux à l'organisation hiérarchique actuelle.

LES BASES SOCIOLOGIQUES DU SOCIALISME (fin)

LA LUTTE DES CLASSES

Première partie:

La société moderne, nous venons de le voir, est une hiérarchie, ou, pour mieux dire, un composé de hiérarchies. Les différentes hiérarchies - économique, politique, administrative, militaire, etc... - se rencontrent, s'enchevêtrent, se fondent en une seule, formant ce que nous appelons la division générale de la société en classes, ou conditions ou rangs, supérieurs et inférieurs.

Aux rangs infimes, les gens sans propriété, sans travail assuré, sans instruction, - des parias. Leur situation précaire ne leur permet presque jamais d'avoir une famille, ni de s'associer entre eux pour améliorer leur sort, ni d'exercer une influence sensible sur les affaires publiques. Leur action, peut-on dire, est principalement perturbatrice: l'émeute, la concurrence aux ouvriers de métier, qu'ils remplacent (notamment en temps de grève), le crime. Cette classe est particulièrement nombreuse dans les grandes villes.

Au-dessus d'elle, est située la classe des ouvriers de métier, dont le travail est censé être régulier; - il l'est, dans une certaine mesure, et le gain suffit à entretenir tant bien que mal une famille. On peut faire rentrer dans cette catégorie les artisans, les commis, les petits employés, les boutiquiers au capital minime. Les conditions d'existence de ceux-ci varient beaucoup d'un pays à l'autre. Dans les campagnes le métayer, le petit fermier ont un rang correspondant à celui de l'ouvrier de métier de la ville: rarement un rang supérieur.

Plus haut encore dans la hiérarchie, sont placés les petits propriétaires, industriels, commerçants, employés, artistes; en un mot, la petite bourgeoisie. Ils possèdent déjà quelque capital, de l'instruction, ou du moins des forces sociales donnant accès à des professions et à des situations un peu plus lucratives que celles de simples ouvriers. C'est peut-être la classe la plus agitée, la plus mouvementée, car ses membres peuvent, avec une égale facilité, s'élever jusqu'à la classe supérieure ou se voir rejetés au rang des ouvriers; et cela non seulement à cause de leurs qualités et de leurs chances personnelles, mais aussi par suite d'événements de toute sorte, d'une crise, des mauvaises récoltes, d'impôts trop lourds, etc...

En montant encore, on arrive à la classe réellement souveraine, composée d'un certain nombre de familles opulentes, chez lesquelles se perpétue la possession de la plus grande partie des richesses immobilières et mobilières d'un pays, - et d'individus occupant les hautes places du gouvernement et les autres situations supérieures. Cette classe renferme dans son sein ce qui reste de l'aristocratie de l'ancien régime (soi-disant aristocratie du sang), les professionnels les plus fortunés et les chefs de toutes les hiérarchies que nous avons décrites dans le chapitre précédent.

Les classes se distinguent donc par le plus ou moins d'aisance dont chacune jouit, et par le genre de leur activité.

Les classes supérieures ont le commandement, la direction de toutes les affaires, le travail facile et agréable. Les classes inférieures ont le labeur épuisant, les œuvres de servitude.

La rémunération de chaque classe suit une gradation inverse; elle est relative à son état: ceux qui vivent dans les hautes sphères doivent gagner en appointements, profits, etc..., immensément plus que les humbles travailleurs. Les honneurs sont prodigués aux grands; charges et peines incombent spécialement

aux petits. C'est là une loi de gravitation sociologique tellement rigoureuse que même les impôts qu'on demande aux riches sont rejetés en grande partie sur les travailleurs.

Cette loi de gravitation sociologique a une grande importance pour l'explication des faits économiques. Car les choses ont, à parité d'autres conditions, une valeur proportionnelle à l'état de nécessité de ceux qui demandent à les acquérir. Un morceau de pain a une valeur très grande pour un affamé; mais il n'en a aucune pour un repu. Les pauvres se soumettent à des sacrifices inouïs pour obtenir les objets indispensables à leur existence, tandis que les riches ne cèdent l'usage des richesses dont ils se sont emparés, ne prêtent le moindre service sans une forte rémunération. Les échanges (prenons le mot dans le sens le plus large, de façon à y comprendre tous les rapports de doit et avoir, qui se produisent entre les membres d'une société) donnent aux riches un nouvel avantage sur les pauvres.

Pour le riche l'argent a une valeur beaucoup moindre que pour le pauvre; néanmoins il a pour lui une puissance d'acquisition bien plus grande. La même monnaie, remarque l'économiste von Wieser, sert à acheter le pain du pauvre et celui du riche. Mais le riche, lorsqu'il a satisfait les besoins primaires par un sacrifice personnel beaucoup moindre que celui auquel se soumet le pauvre, se procure des plaisirs et des satisfactions matérielles et morales, les délicatesses de la civilisation, qui ont coûté des sacrifices énormes à ceux qui les ont inventées et produites et qui représentent souvent les efforts de plusieurs générations. Le riche a, dans la jouissance du fruit du travail passé et dans les œuvres publiques de toute espèce (y compris l'administration de la justice, l'instruction, etc...) une part beaucoup plus grande que le pauvre.

«Dans une société, ou la richesse est inégalement répartie, les biens libres de la nature échappent aux classes ouvrières; le gain du consommateur (14) (excédent de l'utilité sur la valeur d'échange) va à ceux dont le revenu est si grand, qu'ils peuvent doubler les objets de consommation, destinés à satisfaire un besoin donné... Et seuls peuvent se servir des connaissances et expériences d'un peuple, du savoir accumulé dans le cours du temps, ceux qui ont hérité de certaines capacités intellectuelles ou les ont acquises par l'éducation» (15).

Les membres de chaque classe, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, sont liés entre eux par des parentés, des relations d'amitié, des coutumes, des habitudes, et par un esprit de corps qui les unit dans la défense de leurs intérêts. La physionomie elle-même, les manières, le langage, le teint de la peau, les sentiments diffèrent d'une classe à l'autre. La loi d'imitativité fait que les membres d'une classe se ressemblent: la loi de différenciation fait que les individus de classes différentes s'efforcent de se distinguer. On a dit avec raison que la différence est plus remarquable entre individus de classes différentes du même pays, qu'entre des individus de la même classe, mais de nationalités différentes.

La moralité aussi diffère d'une classe à l'autre. Nous ne sommes pas disposés à admettre ni qu'il n'y ait de moralité que chez le riche, ni encore moins qu'il n'y en ait que chez les ouvriers. Chaque classe a les qualités de ses défauts et les défauts de ses qualités. Il y a des paysans très honnêtes, très ponctuels dans l'accomplissement de tous leurs devoirs, mais qui ne sont pas moraux dans le sens vrai et moderne de la parole, car ils ne sentent pas leur dignité d'hommes; ils ont encore l'obéissance connaturelle, le culte du maître. Les mœurs des pauvres gens sont souvent plus simples, le peuple est moins corrompu, n'a pas le vice raffiné des riches, est plus primitif, plus prompt à sentir les effets des offenses ou de la générosité, plus impulsif. Au contraire, les individus des classes aisées savent mieux se maîtriser, se contenir, évitent de déplaire et, en somme, se comportent assez bien entr'eux.

Les hommes ont deux conduites parfaitement différentes: une conduite d'amitié à l'intérieur de la classe, une conduite d'inimitié, de lutte, d'oppression, ou de réaction à l'extérieur, c'est-à-dire dans leurs rapports avec les membres des autres classes. Les barons et chevaliers du Moyen-Age, polis et charmants à l'égard des dames et de leurs pairs, étaient sans foi ni pitié pour les pauvres paysans et les malheureux artisans des communes.

Une telle morale à double face ne peut progresser que lentement et péniblement; il en est de même pour l'économie à double face résultant de la division de la société en classes, le luxe du riche limitant la production du nécessaire pour le pauvre.

(14) *Consumers' rent*, de M. Marshall.

(15) Simon Patten, *die Bedeutung der Lehre von Grenznutzen*, dans les *Jahrbücher für Nat. Oek. und Statistik*, Dritte Folge, 2 Band, pp. 529 et ss.

«Le progrès économique - a dit à ce propos un économiste - réclame la liberté et la responsabilité de l'individu, non pas le maintien de ces droits de propriété, qui mènent à des inégalités extrêmes de fortune. De telles inégalités tendent de différentes manières à empêcher que les facultés humaines ne soient employées de la façon la plus avantageuse» (16).

(16) *Some aspects of competition* dans le *Journ. of Stat.*, Soc. de Londres, déc. 1890.